

Elections municipales 2020

Le Pacte pour la Transition, geste barrière contre l'inaction sociale et environnementale

Tribune de 40 organisations nationales appelant à se mobiliser dans les urnes pour la transition, publiée sur le [blog Alter&co](#) d'Alternatives Economiques.

Dans quelques jours, les Français et Françaises iront voter pour le second tour des élections municipales. C'est une opportunité à ne pas rater pour traduire les urgences de changement dans les urnes. Le 15 mars dernier, le premier tour des élections municipales s'est déroulé dans un contexte de doute et d'incertitude, marqué par une crise sanitaire mondiale d'une ampleur inédite ; une crise ayant révélé les fragilités et les fractures d'un système à bout de souffle. Une crise qui impose plus que jamais une transition vers un modèle de société plus résilient, solidaire et démocratique. Alors que la Convention citoyenne pour le climat a rendu ses conclusions, plus que jamais, la voix des citoyens et leurs recommandations doivent être entendues par les acteurs politiques.

Ce dimanche, nous, organisations nationales et collectifs locaux, appelons les citoyens à montrer leur détermination pour que le Pacte de la Transition se concrétise sous la forme de communes plus écologiques, solidaires et démocratiques, afin d'inscrire dès aujourd'hui nos territoires dans le monde de demain.

Des crises actuelles et à venir, révélatrices d'un système à bout de souffle

« Pas de retour à l'anormal » ! En matière sanitaire comme en matière sociale ou environnementale, le manque de moyens, de réactivité et de volonté politique face à l'urgence ne peut qu'aboutir à des crises toujours plus fréquentes et profondes qui touchent en premier lieu les populations les plus précaires et vulnérables. Cette crise a été un puissant révélateur des paradoxes d'un système privilégiant le court terme au durable, le profit à la préservation des ressources naturelles et humaines et reléguant droits sociaux et protection de l'environnement au rang d'options.

Alors que l'épidémie amorce seulement son recul dans certains pays, les réflexes du « monde d'avant » resurgissent d'ores et déjà en nombre, au nom de la reprise économique, particulièrement au niveau local : voies cyclables temporaires démantelées à Marseille, demandes de maintien des lignes aériennes intérieures malgré la présence du TGV à Bordeaux, retour de la pollution de l'air à Paris ou encore retour de la gratuité des autoroutes à Toulouse.

Cette période a pourtant démontré l'importance des territoires dans la prévention et l'atténuation des crises. Nos personnels soignants tout comme nos producteurs locaux, nos associations, nos fonctionnaires et élus locaux ainsi que de nombreux professionnels ou bénévoles ont ainsi permis l'émergence de multiples formes d'actions et de solidarités afin de répondre aux besoins primaires et urgents de la population : accès aux soins, alimentation, énergie, logements et transports.

La transition des territoires, un rempart contre l'intensification et la multiplication des crises

Dans ce contexte, les élus locaux ont un rôle essentiel dans la mise en place de cette transition puisque les collectivités territoriales portent aujourd'hui plus de 70% des investissements publics, dans des domaines tels que l'aménagement de l'espace public, les mobilités, l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets, la restauration scolaire, la rénovation des bâtiments, l'énergie ou encore la gestion des centres communaux d'action sociale. Autant de leviers mobilisables pour inverser la tendance et co-construire, avec les citoyens, les territoires de demain !

Aujourd'hui, nous appelons à la généralisation de politiques permettant que l'ensemble de nos territoires deviennent résilients. De nombreuses innovations concrètes existent déjà, et au lendemain du 28 juin, les nouvelles équipes élues devront les mettre en oeuvre : relocalisation des productions agricoles et énergétiques ; valorisation des tissus économiques locaux par la création de monnaies locales ou la constitution de coopératives énergétiques citoyennes ; renforcement des politiques sociales territoriales et encouragement des solidarités locales via un soutien massif aux associations ; réelle prise en compte de la participation citoyenne à travers des budgets ambitieux et l'expérimentation de responsabilités par tirage au sort ; réduction de la place des véhicules polluants.

Un mandat pour tout changer, choisir aujourd'hui les élus du monde de demain.

Depuis près de deux ans, la mobilisation pour l'écologie et la justice sociale a pris une ampleur inédite. Dans cette dynamique, notre collectif constitué de plus de 60 organisations engagées du local à l'international, a créé le Pacte pour la Transition pour que soient mises en oeuvre sur les territoires des politiques ambitieuses, au travers de 32 mesures concrètes et applicables dès aujourd'hui à l'échelle locale. Des mesures non seulement réalistes et souhaitables mais surtout nécessaires, afin que nos territoires deviennent vivables, inclusifs et durables.

Le Pacte a essaimé et doit maintenant être appliqué : plus de 150 élus du premier tour sont engagés dans cette dynamique, et près de 450 listes présentes au second tour en sont signataires. Le Pacte, c'est aussi une mobilisation citoyenne unique qui ne retombera pas : dans plus de 2 500 communes, citoyens, associations et collectifs d'habitants se sont saisis de ces enjeux en se mobilisant.

En amont des élections municipales du 28 juin, ils interpellent les candidats sur les réseaux sociaux avec le hashtag #VotonsPourLaTransition afin d'obtenir des engagements plus concrets et ambitieux de leur part, ils sensibilisent leurs concitoyens aux enjeux spécifiques à leur territoire. Cette mobilisation citoyenne a pris des formes bien différentes : des ateliers de sensibilisation autour de la transition écologique et sociale, des débats locaux, des interpellations en ligne comme le 15 juin dernier ou sur le terrain pour rappeler que « notre avenir par en fumée, il faut construire le monde d'après ».

Nous appelons citoyens et citoyennes à se mobiliser dans les urnes pour rendre les territoires résilients. Nous appelons les futurs élus à mettre en place leurs engagements qui ne peuvent pas rester lettre morte. Nous rappelons que nous, associations, ONG, collectifs locaux et habitants, serons là pour assurer le suivi de ces promesses. Dimanche 28 juin, l'heure ne sera plus aux discours mais aux actions pour changer radicalement de cap. Mobilisons-nous, déterminés sous nos masques, à construire l'avenir ensemble depuis nos communes.

Signataires : Emmaüs France, Réseau Action Climat, France Nature Environnement, ENERCOOP, Les Amis de la Terre France, Max Havelaar France, Attac France, Mouvement Colibris, La Nef-finance éthique, Les Ami.e.s de la Confédération paysanne, Zero Waste France, Démocratie Ouverte, I-buycott, Terre & Humanisme, Terre de Liens, Fédération Artisans du Monde,

Mouvement Utopia, Bio consom'acteurs, Alofa Tuvalu, e-graine, Association l'Âge de faire, Gilets Verts, Réseau Cohérence, Mobicoop, Hameaux Légers, Energie Partagée, FAIR[e] un monde équitable, Archipel Citoyen « Osons Les Jours Heureux », Commerce Équitable France, Together For Earth, Réseau National des Ressourceries, Mouvement pour l'Économie Solidaire, MIRAMAP, Mouvement Utopia, Alternatiba, Coalition Eau, Mouvement Sol, Collectif pour un Droit au Revenu, RAILCOOP, Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB).